



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2024/1901

Terrassement pour raccordement électrique d'un abribus  
Interdiction temporaire de stationnement et restriction temporaire de la circulation avenue de  
Paris chaussée latérale nord

### LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'entreprise **VAROL** – 520, avenue Blaise Pascal 77550 Moissy Cramayel en vue d'effectuer des travaux de terrassement pour le raccordement électrique d'un abribus,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement et de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux,

### ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature **est interdit du lundi 4 novembre 2024 au vendredi 8 novembre 2024** :

**Avenue de Paris**, chaussée latérale nord, côté des numéros impairs au droit du retour du n° 1, avenue de l'Europe des deux côtés de la chaussée latérale sur une longueur de 4 places de stationnement (emplacements livraison et PMR neutralisés) et 2 emplacements motos.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Article 3: **La largeur** de la voie de circulation **est réduite de 8h à 17h deux jours entre le lundi 4 novembre 2024 et le vendredi 8 novembre 2024 au droit des emplacements neutralisés à l'article 1 du présent arrêté.**

Article 4: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire général, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 22 octobre 2024